

**Union européenne - Pays des  
Balkans occidentaux - Réponse de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères,  
à une question écrite à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 04 septembre 2018)

La France soutient la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, qui ont tous vocation à rejoindre l'Union européenne, lorsque l'ensemble des critères fixés à leur adhésion sera pleinement rempli.

Dans le même temps, l'Union européenne doit être refondée et son fonctionnement amélioré avant d'être en mesure d'accueillir de nouveaux Etats membres. Les conclusions adoptées par le Conseil le 26 juin dernier répondent à ces préoccupations. Sans décider à ce stade d'ouvrir les négociations d'adhésion à l'Union européenne avec la Macédoine et l'Albanie, les conclusions reconnaissent les efforts fournis par ces pays ces derniers mois pour se rapprocher de l'Union européenne. Si elle n'est pas un critère formel du processus d'élargissement, la conclusion en juin d'un accord sur le nom entre la Macédoine et la Grèce constitue ainsi un développement majeur pour la région.

En ce qui concerne l'adhésion à l'OTAN, la conclusion de l'accord justifie l'invitation à entamer les pourparlers d'adhésion formulée par l'Alliance dans la Déclaration du Sommet de Bruxelles. S'agissant de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, les conclusions du Conseil de juin prévoient un nouvel examen de la situation de l'Albanie et la Macédoine en juin 2019, sur la base d'un rapport de la Commission et au regard de plusieurs critères dont des progrès dans la lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

Nous veillerons à la réalité des progrès réalisés, dans un contexte où les rapports de la Commission du 17 avril mettent en évidence des lacunes dans ces deux domaines. Dans l'intervalle, il est essentiel de développer des coopérations concrètes entre les pays des Balkans et l'Union européenne, afin de continuer à ancrer la région dans l'Europe.

Nous avons ainsi fortement contribué à l'Agenda des priorités adopté lors du Sommet de Sofia le 17 avril 2018, qui définit plusieurs pistes de coopération y compris en matière d'Etat de droit, de connectivité et de jeunesse.

En dehors du cadre de l'Union européenne, le Sommet de Londres auquel a participé le ministre de l'Europe et des affaires étrangères début juillet a été l'occasion d'identifier de nouveaux domaines de coopération, notamment sur le plan sécuritaire./.